



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, De l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 06/11/2023

**Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/11/2023

**Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CARRIERES ET MATERIAUX DE JOUY LE CHATEL**

90 avenue henry dunant  
77100 Meaux

Références : 232557  
Code AIOT : 0006501299

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/11/2023 dans l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX DE JOUY LE CHATEL implanté lieu-dit « LES ROUGEREAUX » 77970 Jouy-le-Châtel. L'inspection a été annoncée le 03/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES ET MATERIAUX DE JOUY LE CHATEL
- LES ROUGEREAUX, 77970 Jouy-le-Châtel
- Code AIOT : 0006501299
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMJC est autorisée par arrêté préfectoral n° 2019 10 DCSE BPE M du 10 septembre 2019 à exploiter une carrière de calcaires et une installation de traitement des matériaux extraits au lieu-dit "les Rougereaux" sur le territoire de la commune de Jouy-le-Châtel (77970).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- L'utilisation de produits explosifs
- Les garanties financières
- Le contrôle des installations électriques

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Utilisation de produits explosifs	Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 7.2.1 et 7.2.8	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
9	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 8.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Utilisation de produits explosifs	Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article 4 et 9	/	Sans objet
3	Plate forme de recyclage de bétons	Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 1.4.5	/	Sans objet
4	Patrimoine archéologique	Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 3.1	/	Sans objet
5	Information du public	Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 4.1	/	Sans objet
6	Accès	Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 4.4	/	Sans objet
7	Abattage à l'explosif	Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 4.13	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une demande de modification du phasage d'exploitation et de remise en état est attendue, accompagnée de la détermination des montants de référence des garanties financières pour les prochaine périodes quinquennales.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Utilisation de produits explosifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Responsables sur le lieu de l'emploi
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) La personne responsable de l'utilisation des produits explosifs sur le lieu de l'emploi au titre de la présente autorisation est Monsieur X ou en son absence Monsieur Y ou en leurs absences Monsieur Z. (...) La présente autorisation n'est valable qu'autant que ces personnes nommément désignées assumeront cette responsabilité. Toute nouvelle désignation impliquera qu'une nouvelle demande d'autorisation soit déposée.
<b>Constats :</b> Le registre est tenu par la cheffe carrière dont le nom n'est pas mentionné à l'article 3 de l'arrêté d'autorisation d'utiliser des produits explosifs dès réception en vigueur.( 27 novembre 2023). C'est à l'une des personnes désignées de le faire. Une demande d'autorisation d'utiliser des produits explosifs dès réception est en cours d'instruction en préfecture.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Utilisation de produits explosifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2019, article 4 et 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, respect des quantités par livraison, tenue du registre
<b>Prescription contrôlée :</b> 4-1: Fréquence maximale des livraisons: la fréquence des livraisons est fixée à 2 livraisons par semaine sauf samedi dimanche et jour férié.  4-2: Quantités maximales des livraisons en une seule expédition: les quantités maximales de produits explosifs que les bénéficiaire est autorisé à recevoir en une seule expédition sont fixées à: - 2500 kg d'explosifs de classe 11.1.D:nitrate fuel en vrac ou gel encartouché de division de risque 1.1.D - 100 m de cordeau détonant de division de risque 1.1.D - 130 détonateurs non électriques ou électroniques et 2 détonateur électriques de divisions de risque 1.1.B, 1.4.B et 1.4.S  4-3: Quantités annuelles maximales: - 45 000 kg d'explosifs de classe 11.1.D:nitrate fuel en vrac ou gel encartouché - 6000 m de cordeau détonant de division de risque 1.1.D - 2300 détonateurs (tout type) Nota: l'année écoulée s'entend en référence à la date anniversaire du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les quantités et fréquences de tirs sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



### N° 3 : Plate forme de recyclage de bétons

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 1.4.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matériaux bruts inertes traités (bétons) dans la centrale de recyclage proviennent de chantiers du bâtiment et des travaux publics. Les matériaux sont traités à l'aide d'une installation mobile de concassage-criblage qui fonctionne par campagnes (1 à 2 campagnes de concassages par an en moyenne). Le volume de matériaux traité par la centrale de recyclage représente environ 30 000 m <sup>3</sup> par an.
<b>Constats :</b> Depuis 2019 il n'y a pas eu de campagne de recyclage de béton.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Patrimoine archéologique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Archéologie préventive
<b>Prescription contrôlée :</b> Le bénéficiaire de l'autorisation prend les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique. Les emprises où les travaux préparatoires à l'extraction, en particulier les décapages superficiels, n'ont pas encore été réalisés et feront l'objet d'un diagnostic préalablement au décapage de la terre végétale. En fonction des résultats de ce diagnostic, une fouille préventive sera ou non prescrite ; dans le cas d'une prescription de fouille, la poursuite de l'exploitation du secteur concerné est subordonné à l'achèvement de l'intervention archéologique. Conformément au code du patrimoine (articles L. 531-14 et L. 531-15) réglementant en particulier les découvertes fortuites et leur protection, toute découverte de quelque ordre que ce soit (vestige, structure, objet, monnaie...) devra être immédiatement signalée auprès du service régional de l'archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits. Tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du code pénal.
<b>Constats :</b> Les terrains de la carrières ont été libérés par le service régional de l'archéologie après réalisation de diagnostics.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 5 : Information du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagements préliminaires
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b> Le panneau est présent et mentionne les informations requises.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Proposition de suites</b> : Sans objet
---

**N° 6 : Accès**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 4.4
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Accès à la voie publique, Franchissement de la Visandre
<b>Prescription contrôlée</b> : Le débouché du site sur la voirie publique est signalé et aménagé pour ne pas créer de risque pour la sécurité publique. La voie d'accès à la carrière est revêtue de bitume depuis le pont bascule jusqu'au débouché sur la RD 231. Le passage sur le ru de la Visandre pour le transport interne des matériaux par tombereaux au niveau de l'extension de la carrière vers l'installation de traitement est sécurisé et renforcé. Toutes les mesures seront prises pour éviter le départ ou la chute de matériaux vers le ru de la Visandre.
<b>Constats</b> : Le passage sur le ru de la Visandre sera réalisé avant tout travaux d'exploitation dans l'extension de la carrière.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

**N° 7 : Abattage à l'explosif**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 4.13
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Etude technique
<b>Prescription contrôlée</b> : Dès la déclaration de début d'exploitation, l'exploitant fait réaliser par un cabinet spécialisé une étude technique afin de déterminer : <ul style="list-style-type: none"><li>• la loi d'amortissement du sol propre au site,</li><li>• les méthodes de tir adaptées permettant de limiter les vibrations émises lors des tirs,</li><li>• les conditions représentatives des configurations types de site, produites par les tirs de mines,</li><li>• une analyse de données en fonction de la distance et de la charge d'explosifs mise en œuvre,</li><li>• les niveaux vibratoires prévisionnels attendus dans l'environnement, suivant le traitement des données en vitesse pondérée.</li></ul> Cette étude est transmise à l'inspection des installations classées. (...)
<b>Constats</b> : L'exploitant déclare avoir fait réaliser cette étude et doit la transmettre à l'inspection sous un mois
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

**N° 8 : Prévention des accidents**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 7.2.1 et 7.2.8
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Prévention des risques d'origine électrique
<b>Prescription contrôlée</b> : (...) Les installations électriques font l'objet de vérifications régulières et sont maintenues en bon état de fonctionnement.
<b>Constats</b> : L'inspection constate que le dernier rapport de contrôle des installations électriques de septembre 2023 comporte 84 observations déjà relevées antérieurement sur total de 91.

L'exploitant doit tenir compte de ce contrôle et lever rapidement ces observations. L'inspection demande que l'exploitant lui communique un plan d'action à 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 9 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 8.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Montants de référence des garanties financières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant, pendant la durée de fonctionnement ou à l'occasion de mise à l'arrêt du site. Elles ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par les installations.</p> <p>Les garanties financières sont calculées suivant la formule relative aux carrières en fosse ou à flanc de relief, conformément à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé (TP01 de février 2019 = 110,3 x 6,5345 (coefficient de raccordement) = 720,76.</p> <p>La durée de l'autorisation est divisée en 6 périodes quinquennales. Pour chacune, le montant de référence des garanties financières, en euros (TTC), est précisé dans le tableau ci-après.</p> <p>Périodes</p> <p>S1 (ha)</p> <p>S2 (ha)</p> <p>S3 (ha)</p> <p>Montant de référence :</p> <p>-de 0 à 5 ans, S1=10,10ha, S2 =13,16ha, S3=0,29ha</p> <p>-de 5 à 10 ans, S1=10,55ha, S2 =13,53ha, S3=0,17ha</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les paramètres de référence (S1, S2 ,S3 )sont dépassés. L'exploitant a fourni un acte de cautionnement avec les valeurs réelles constatées sur le plan de situation au 31/12/2022 en tenant compte également de l'augmentation de l'indice TP01 qui intervient dans le calcul du montant de référence.</p> <p>Sous 6 mois l'exploitant doit transmettre à l'inspection une demande de mise à jour du phasage et de nouveaux calculs de montants de référence de garanties financières pour les périodes quinquennales à venir.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

